

## À Londres : le secteur financier, remède contre le chômage ?

Christopher JOHNSON

**L**e secteur financier joue un rôle clé dans l'économie britannique. Pourtant, si la City tire avantage de sa réputation, c'est seulement depuis l'accession de Mme Thatcher au pouvoir que le secteur financier a accéléré son expansion pour devenir le fer de lance de la croissance économique. Les pouvoirs publics ont commencé une politique de libéralisation en abolissant d'un coup le contrôle des changes en 1979. D'où une longue série de mesures destinées à transformer les institutions financières en entreprises, motivées d'abord par la recherche du profit. Les innovations financières y ont ainsi trouvé une terre accueillante. Conséquence pour les emplois : pendant la période 1979-1980, 800 000 postes ont été créés dans le secteur financier, remplaçant un nombre équivalent dans l'industrie manufacturière. Depuis 1982, le taux d'expansion d'emplois financiers a été de 5,5 % en moyenne annuelle. La chute du taux de chômage à 6,5 % (contre 5,5 % en 1979), est due surtout à cette expansion.

Le tableau fait ressortir que celle-ci s'est poursuivie plutôt dans des branches non traditionnelles que parmi les « vieux routiers » du secteur, la Banque et l'Assurance. Ces dernières n'emploient que 28 % des effectifs du secteur, et ont connu un taux de croissance d'environ 2,5 % par an. L'expansion la plus rapide a été celle de l'informatique, les avocats, les experts comptables, les agences immobilières, et toutes sortes d'autres services spécialisés pour les entreprises. La banalisation des opérations traditionnelles de la Banque et de l'Assurance leur a permis de faire des économies de main-d'œuvre en investissant une partie de leurs bénéfices dans des systèmes informatisés. Pour les produits plus spécialisés, y compris la fourniture des services aux banques elles-mêmes par des sous-traitants, il a fallu embaucher du capital humain — et bien rémunéré.

Le revenu moyen d'un employé du secteur financier s'est accru de 18 % au-dessus de la moyenne nationale en 1977, à 32 % en 1987, avec un taux de croissance en termes réels de 3,3 %, contre 2,1 pour l'employé moyen. L'inégalité entre les cadres et le personnel des guichets a aussi augmenté, grâce aux régimes qui lient la rémunération à la

performance. Les traitements élevés dans la City sont mal supportés par les effectifs de l'industrie, mais le « mile carré » ne contient que 225 000 personnes, soit 9 % des employés du secteur financier (dont 60 000 travaillant pour des maisons étrangères). L'expansion du secteur a été aussi rapide en province que dans la City, grâce à la multiplication d'agences de sociétés hypothécaires ou immobilières.

L'expansion du secteur financier s'est heurté à deux obstacles : manque de personnel qualifié, et manque de bureaux aptes aux besoins de la nouvelle technologie informatisée. La loi de l'offre et de la demande fit que les traitements — par exemple ceux des spécialistes en obligations — et les loyers atteignent des niveaux naguère impensables. L'effondrement de la demande après le krach d'octobre 1987 a provoqué une hécatombe parmi les maisons de titres, déjà trop nombreuses, par suite du « Big Bang » de l'année précédente. Les banques américaines licencièrent 1 500 employés, mais l'offre reste surabondante dans un marché plutôt morose.

Jusqu'à maintenant on a pu se consoler en démontrant que les pertes d'emplois, dans une branche très commentée mais peu typique, ont été largement dépassées par la création continue d'emplois, surtout dans les services financiers « au détail ». Les effectifs des agences immobilières, qui, pour plusieurs d'entre elles, sont devenues filiales des grandes banques, doivent diminuer leurs effectifs à cause du resserrement des ventes de logements. L'essor du crédit semble peu découragé par la hausse des taux d'intérêt, mais, tôt ou tard, le ralentissement de l'économie réelle aura des effets sur la demande d'emprunt.

Le secteur financier aura sans doute le temps de reprendre haleine après une forte période d'expansion, mais à plus long terme les perspectives restent bonnes. Le nombre de chômeurs sera moins élevé, parfois en gagnant moins dans d'autres branches du secteur. Malgré la décélération de la demande, on prévoit en même temps un déficit de diplômés d'Université, pour raisons démographiques. Les banques et les assurances se concurrencent pour embaucher leurs cadres de

173

## CONJONCTURE ÉTRANGÈRE

demain. On parle même d'importation de gens qualifiés, en provenance de pays partenaires de la Communauté européenne — pour ne pas évoquer l'échéance plus lointaine d'un flux de réfugiés de Hong Kong, professionnellement spécialisés.

Le manque de bureaux a déclenché une vague d'investissements immobiliers, alimentés par une explosion du crédit bancaire, à caractère spéculatif. Le projet le plus marquant se situe dans le « Docklands », qui a été favorisé par un régime spécial de franchise d'impôts et de réglementations. Une société immobilière canadienne, Olympia and York, souscrit les risques des gratte-ciel de Canary Wharf, actuellement le chantier le plus impressionnant de Londres. Preuve d'optimisme, ou de hardiesse ? Les esprits plus traditionnels se décentralisent plutôt vers les grandes villes de province, comme Bristol ou Birmingham, où les coûts sont moindres, quitte à se passer de l'ambiance futuriste des « Docklands ».

L'intégration des marchés financiers européens prônée par la Commission de Bruxelles, qui n'attend pas 1993 pour se manifester, entraînera l'échange accru de personnel qualifié. Le secteur financier, dans son sens étroit, est à hauteur de 6,4 % du PNB, 2,9 % des emplois, et 6,2 % de la rémunération de 8 pays de la Communauté (*Jean-Pierre Moussy*, « *L'emploi au cœur de la mutation bancaire* », *Revue d'Économie Financière*, Décembre 1988, page 51, tableau 5). Selon notre définition plus large, comprenant les services fournis aux entreprises, le secteur fournit 8 % des emplois, et peut-être 12 % du PNB et de la rémunération. Le Royaume-Uni et les pays du Bénélux (surtout le Luxembourg) sont jusqu'à maintenant les pays les plus avancés dans le développement des services financiers ; si l'Allemagne, la France et l'Italie saisissent les chances qui leur sont offertes par les nouvelles règles de la concurrence, elles sont capables de rattraper les autres.

### CROISSANCE DES EMPLOIS DANS LE SECTEUR DES SERVICES FINANCIERS ET DES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES

Activité	Employés*	% du total	Croissance des emplois 1982-1988	
				% par an
Banque	427	17,5	65	2,8
Autres sociétés financières	150	6,2	45	6,1
Assurance	253	10,4	33	2,4
Courtage, agences immobilières, droit, comptabilité, etc.	817	33,5	229	5,6
Publicité, ordinateurs, conseils, etc.	547	22,4	245	10,5
Location	113	4,6	23	3,9
Immobilier	132	5,4	27	3,9
<b>Total</b>	<b>2 439</b>	<b>100,0</b>	<b>668</b>	<b>5,5</b>

\* En juin 1988

### À Francfort : la consolidation fiscale

*Hans-Helmut KOTZ*

L'Allemagne de l'Ouest, en cette période de présentation du budget, s'apprête à vivre une série d'élections, aussi bien au niveau local que fédéral. Les derniers résultats électoraux sont venus assombrir l'avenir de la coalition libérale-conservatrice actuellement au pouvoir, tout en

confirmant l'émergence d'un parti nationaliste. Dans ce contexte, il était plus sûr de présenter un budget plus libéral pour l'année électorale à venir ; celui-ci vient d'ailleurs d'être adopté par le gouvernement. Les dépenses fédérales totales qui représentent environ 38 % des dépenses publiques